

« La France doit instituer le 2 août comme jour de commémoration nationale du génocide des Roms et des Voyageurs »

TRIBUNE

Collectif

Dans une tribune au « Monde », un collectif de descendants de victimes des exterminations de la seconde guerre mondiale demande aux parlementaires de reconnaître la responsabilité de la France.

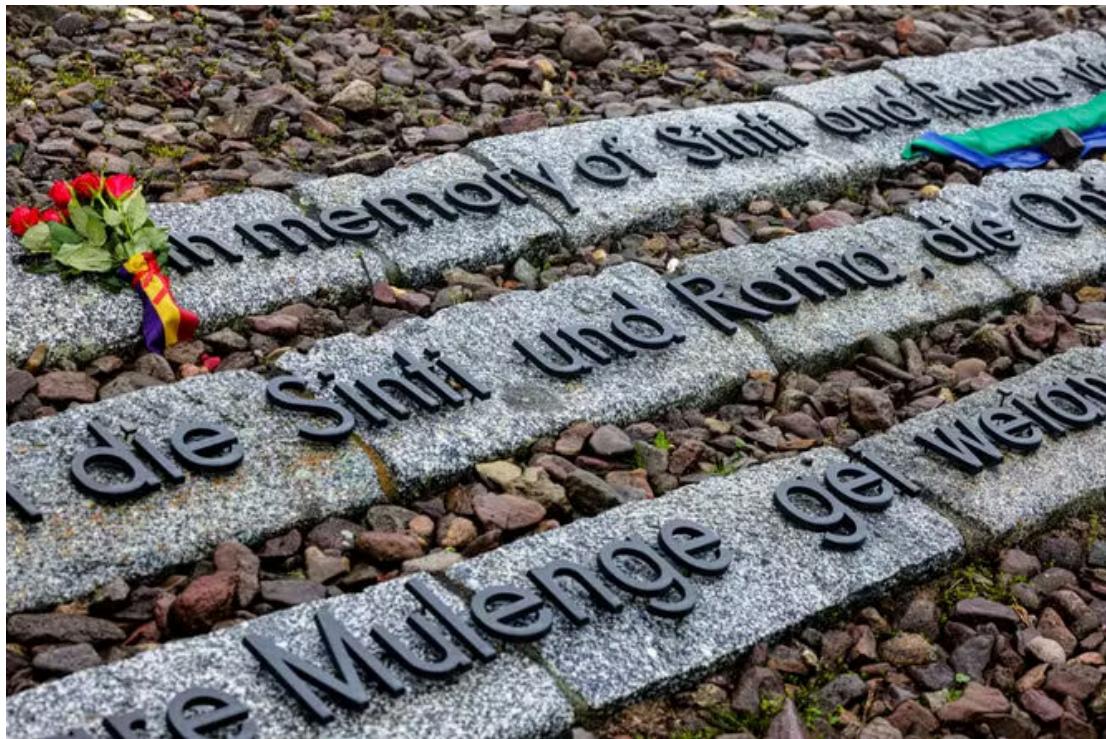
Publié le 02 août 2025 à 05h00 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

L'oubli et le déni de l'histoire sont des périls immenses pour la République. C'est avec cette conviction que nous, jeunes Roms et Voyageurs, nous nous adressons aujourd'hui à la représentation nationale.

Il y a quatre-vingt-un ans, dans la nuit du 2 au 3 août 1944, 4 300 Roms, Sinti, Gitans, Manouches, Yéniches et Voyageurs, internés dans le *Zigeunerlager* [« Le camp des Tziganes »] d'Auschwitz-Birkenau, furent exterminés. Ce massacre fut le point d'orgue du génocide européen des Roms et des Voyageurs durant la seconde guerre mondiale.

Plus de 500 000 femmes, hommes et enfants furent méthodiquement assassinés, si bien qu'aucune de nos familles n'a été épargnée. Comme pour les personnes juives, handicapées ou homosexuelles, ce processus industriel d'extermination fut commandité par le régime nazi, mais impliqua la collaboration zélée des autres puissances européennes. Certaines d'entre elles n'ont d'ailleurs pas attendu les injonctions du III^e Reich pour le mettre en œuvre. En France, entre 1939 et 1946, trois régimes successifs, dont la République, mirent en place une politique d'assignation à résidence et d'internement des dits « *nomades* ». Avant la Libération, le régime de Vichy accéléra le processus génocidaire en regroupant nos ancêtres dans de grandes structures concentrationnaires dans la perspective de déportations vers les centres de mise à mort nazis.



Des fleurs déposées sur le site d'un mémorial dédié au génocide des Roms et Sinti dans le camp de concentration de Buchenwald lors de la cérémonie marquant le 78e anniversaire de la libération du camp, près de Weimar (Allemagne), le 16 avril 2023.

JENS SCHLUETER/AFP

Lire aussi la tribune (2018) |  [Il faut créer « une Fondation européenne pour la mémoire du génocide des Roms »](#)



Ce génocide, qui a décimé nombre de nos ancêtres, laisse à jamais des traces dans l'histoire de France. En premier lieu car de nombreux nomades français en furent victimes : environ un millier furent déportés vers les camps d'extermination nazis, parmi lesquels 150 furent déportés à Auschwitz-Birkenau par le convoi Z de janvier 1944. D'autre part car des secteurs entiers de la société française, comme la musique, les arts du spectacle et l'artisanat itinérant, furent durablement déstructurés.

A la hauteur de l'histoire

En 2015, le Parlement européen a reconnu, dans sa résolution 2015-2615 (RSP), le fait historique que constitue le génocide des Roms et des Sinti durant la seconde guerre mondiale. Suite à cette résolution, de nombreux Etats européens, comme l'Allemagne, ont fait du 2 août une journée nationale d'hommage et de mémoire aux victimes de ce génocide. L'Organisation des Nations unies (ONU) reconnaît également cette date du 2 août.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

A la rentrée, la députée (Les Ecologistes) du Bas-Rhin Sandra Regol déposera une proposition de résolution transpartisane pour la reconnaissance officielle par la France de la journée du 2 août comme journée de commémoration nationale du génocide des Roms et des Voyageurs. Nous sommes près d'un million de vos concitoyens qui vivons et travaillons dans vos circonscriptions. Mesdames et messieurs les députés, nous vous demandons solennellement de faire entendre notre voix et notre volonté en signant cette proposition de résolution et en l'inscrivant à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Reconnaitre cette réalité historique, c'est être à la hauteur de l'histoire. Reconnaitre ce génocide et le racisme spécifique qui lui a servi de mantra, c'est poser un acte fort face à une extrême droite qui menace plus que jamais notre société avec une volonté constante d'établir une hiérarchie entre les vies humaines. Alors que le racisme anti-Tziganes se fait de plus en plus violent, comme l'indiquent les rapports d'institutions telles que la Commission nationale consultative des droits de l'homme ou encore d'ONG telle Amnesty International, ce travail de reconnaissance mémorielle est d'autant plus indispensable.

Lire aussi l'entretien | [« La haine anti-Tziganes revient toujours par secousses dans l'histoire de l'Europe »](#)



Mesdames et messieurs les élus de la République, nous sommes des jeunes citoyens français qui demandons avec détermination que les mots « Liberté, Egalité, Fraternité » s'appliquent à nous aussi. Mesdames et messieurs, reconnaître officiellement les souffrances infligées à nos ancêtres, c'est reconnaître que nos vies de « Gitans » comptent elles aussi.

Cette reconnaissance nous la voyons également comme une opportunité de célébrer notre contribution à l'enrichissement de la nation depuis la première attestation de notre présence aux portes de Paris, à Saint-Denis en août 1427.

- ¶ **Signataires : les porte-parole du collectif de jeunesse Romani et Voyageurs, ZOR.** Le collectif a été créé en avril à l'initiative de plusieurs jeunes citoyens engagés et descendants de victimes du génocide des Roms et des Voyageurs.
- ¶ **Stanys Bayer**, artisan, arrière-petit-fils de déporté manouche dans les camps de Montreuil-Bellay, Dachau et Buchenwald
- ¶ **Christalina Demetrio**, militante, petite-fille d'interné rom dans le camp de Fort-Barraux,
- ¶ **Maïwenn Hageman-Gurême**, petite-fille de Raymond Gurême, interné dans le camp de Linas-Montlhéry
- ¶ **Ana Maria Stuparu**, étudiante, arrière-petite-fille de déporté rom en Transnistrie
- ¶ **Ritchy Thibault**, étudiant, arrière-petit-fils d'interné voyageur dans le camp de Jargeau

Collectif

Services *Le Monde*

[Découvrir](#)

Phosphore x Le Monde : le nouvel hebdo numérique des 14-19 ans

Calculez votre empreinte carbone et eau avec l'Ademe